

Fraude électorale

Frédéric Lordon

19 avril 2022

#stratégie

#élection

#lutte-politique

#lutte-sociale

#extrême-droite

#France

<https://blog.mondediplo.net/fraude-electorale>

Fraude électorale Frédéric Lordon, 19 avril 2022

Sur le thème des élections en république bourgeoise, Lordon avait déjà écrit, et, pour ceux qui s'y intéressent, il y a notamment : « De la prise d'otages », 3 mai 2017 ; et « Chili 73 », 10 septembre 2020, reproduit dans *Figures du communisme* (éditions La Fabrique, 2021). Sur cette élection présidentielle en particulier, il y a son précédent billet de blog : « Leur société et la nôtre » (1^{er} avril 2022).

Précédents billets de blog de Frédéric Lordon (normis les déjà cités) :

- « Maintenant il va falloir le dire » (30 novembre 2021)
- « Pleurnicher le Vivant » (29 septembre 2021)
- « France Inter comme les autres » (6 septembre 2021)
- « Fury room » (22 mai 2021)
- « Critique de la raison gorafique » (7 avril 2021)
- « Paniques anticomplotistes » (25 novembre 2020)
- « Cap au pire » (10 novembre 2020)
- « Garantie économique générale et production culturelle » (18 août)
- « Pour un communisme luxueux » (11 août 2020)
- « Transition dans la transition » (5 août 2020)
- « Fermer la finance » (4 juillet 2020)
- « Clusters » (5 juin 2020)
- « Police, États-Unis, France » (2 juin 2020)
- « Ouvertures » (29 mai 2020)
- « Problèmes de la transition » (16 mai 2020)
- « “En sortir” — mais de quoi et par où ? » (10 mai 2020)
- « Ils ne lâcheront rien » (5 mai 2020)
- « Quatre hypothèses sur la situation économique » (28 avril 2020)
- « Euro : le miracle ou la mort » (21 avril 2020)
- « Patience » (17 avril 2020)

Adaptation non-officielle pour la lecture sur papier.

Ajout de petites précisions dans le texte

et d'une note de bas de page explicite.

Fait avec *LaTeX 2_ε* pour un bon rendu pour l'impression.

Mis en brochure avec pdfjam via pdfbook2.

Réalisé exclusivement avec du logiciel libre.

Vive le projet GNU, Linux-libre, et bien d'autres.

Qu'on s'entende : il ne s'agit pas de dire qu'il y a eu fraude dans l'élection. Il s'agit de dire que l'élection est une fraude.

C'est bien compliqué cette histoire car, en politique, on peut difficilement faire l'impasse sur les institutions, donc sur quelque forme de représentation. Donc sur quelque forme de désignation — d'élection. Or, qu'est-ce que la politique — quand elle n'est pas simplement la politique gouvernementale ? La politique, c'est *du collectif en situation*. Et qu'est-ce que l'élection (en tout cas la nôtre) ? L'élection, c'est l'émiettement des sujets politiques transformés en atomes par passage dans le bien nommé *isoloir*. Dans ces conditions, quand elle prétend être l'expression la plus achevée de la politique, l'élection n'en est que la *défiguration*. Rapportée à son objet qui est de « faire vivre la politique », l'élection est une fraude. Par définition, là où il y a de l'élection, il n'y a plus de politique sinon mutilée. En tout cas plus de politique qui ne soit institutionnelle, plus de politique *vivante*. Expérience de pensée : soit un événement ; il se passe quelque chose dans la rue, un mouvement, grand, puissant, qui ouvre une crise, profonde. On organise une élection pour en tirer le « débouché politique » : la chose meurt. C'est immanquable. Comme il y a des tue-l'amour, il y a des tue-la-politique : les scrutins.

Où aller pour trouver de la politique vivante ? Partout sauf dans un bureau de vote : dans un cortège qui prend la rue, dans une entreprise débrayée en AG (assemblée générale), dans un amphi d'université occupée, sur un rond-point de « gilets jaunes » (GJ). Mais surtout pas dans un isoloir où, pour ceux qui ne comprennent pas bien, on se retrouve *isolé* — *individuel*, coupé de tout collectif.

Le collectif refoulé, et son retour

Si la politique est, avant toute chose, du collectif en action, l'élection en est le *refoulement*. Mais, comme on sait, régulièrement le refoulé « fait retour ». Le plus souvent sous des formes méconnaissables. Quand les électeurs disent régler leur comportement sur les sondages, quand ils font le choix du « vote utile », ou quand ils reprochent à ceux qui ne veulent

Lire aussi « Élections en France », *Le Monde diplomatique*, avril 2022.

- autonomisme, avec Sylvaine Bulle et Alessandro Stella ;
- trotskysme, avec Anasse Kazib et Laura Varlet de RP ;
- électoralo-réformisme, avec Jean-Luc Mélenchon de LFI ;
- friotisme, avec des syndicalistes et membres de Réseau Salarial ;
- anarcho-plateformisme, avec l'Union Communiste Libertaire.

Citons-en une autre : le syndicalisme révolutionnaire. Et renvoyons à ce sujet à des écrits des Comités Syndicalistes Révolutionnaires : « Nous sommes syndicalistes, car nous sommes révolutionnaires ! », novembre 2019 ; « Quelle crise politique ? Quel débouché politique ? », décembre 2021 ; <<https://www.syndicaliste.com/fiches-formation>>.

Sur « les directions syndicales »

Frédéric Lordon a repris le refrain des trotskystes et conseillistes sur « les directions syndicales » qui poseraient problème. C'est typique d'une vue claquemurée dans le centralisme. La GGT, Solidaires, et les CNT sont des unions nationales de syndicats, et ceux-ci appartiennent à d'autres unions (géographiques ou de branche d'activité ou de sous-branche). Les unions nationales inter-professionnelles ou multi-professionnelles ne sont que le reflet (certes pour partie déformée) de l'unité syndicale de base, c'est-à-dire le syndicat. Or, la participation aux syndicats est bien basse, donc il n'est pas étonnant que nombre de structures syndicales (et à fortiori quand on monte dans la hiérarchie / l'amplitude de leur champ) soient plus ou moins bureaucratisées, fassent des choses peu souhaitables et n'en fassent pas qu'il faudrait.

Mais le problème est à chercher et à corriger à la source, donc non dans un symptôme facilement visible, mais dans l'état zombifique du syndicalisme. Plutôt que se plaindre des « directions syndicales », pourquoi ne pas plutôt inciter à rejoindre et faire vivre, avec une optique autogestionnaire, les syndicats et les unions ou fédérations de syndicats ? Et si l'on juge que la CGT est cadenasée, pourquoi ne pas envisager d'aller voir à Solidaires ou à l'une des CNT (qui ont en plus pour ces dernières le bon goût d'avoir un objectif révolutionnaire) ? De plus, avoir plus de « bon » syndicalisme dans le paysage, cela n'aidera t'il pas à la construction du front unique (que Frédéric Lordon envisage à la fin du présent article et qui est par ailleurs un thème important de la stratégie syndicaliste révolutionnaire) ?

Commentaires (rajoutés)

L'orientation stratégique de Frédéric Lordon

Frédéric Lordon ne s'est jamais aventuré à proposer une visée stratégique, du moins pas au-delà de l'abstraction (1). Du coup, malgré qu'il ne soit toutefois pas en soi contre l'organisations permanente (2), il se retrouve pour agir non-étatiquement (3) à ne proposer que du spontanéisme ou là un proto-conseillisme (4).

1. Vers la fin de *Figures du communisme* (éditions La Fabrique, 2021), il esquissait souhater un syndicalisme révolutionnaire, pris non dans son acceptation historique mais d'une façon purement littéraire. Le 6 juin 2021, lors d'un débat public, organisé par ACTA, exinction Rebellion France et les éditions La Fabrique, il a présentée rapidement ce que pourrait être pour lui un « néo-léninisme » anti-autoritaire et anti-productiviste.

2. « Il [le Capital] ne peut donc être défait que par une puissance opposée mais du même ordre de grandeur. Une puissance qui soit à l'échelle de la société mais qui ne soit pas celle du Capital. Pour l'instant, hélas, je n'en connais qu'une et c'est celle de l'Etat. Si l'on veut faire l'impasse sur l'Etat dans le processus révolutionnaire, j'attends qu'on me montre la puissance alternative, de magnitude adéquate, capable de défaire la réaction, l'inévitable réaction. » (« La révolution n'est pas un pique-nique. Analyse du dégrèvement », l'Université Paris Ouest-Nanterre, colloque « penser l'émancipation », février 2014). Hors révolution, voir (3).

3. Tous ses livres de proposition alter-économique proposent de l'intervention étatique et sans trop réfléchir à la construction d'un rapport de force. À ce sujet, on peut en particulier mentionner *La crise de trop – Reconstruction d'un monde failli*, éditions Fayard, 2009.

4. Yohan Dubigeon, *La démocratie des conseils – Aux origines modernes de l'autogouvernement*, éditions Klincksieck, 2017.

D'autres stratégies

En janvier 2022, la revue BALLAST (www.revue-ballast.fr) a publié une série d'articles nommée « Que faire ? », avec une introduction, puis un article pour chaque stratégie retenue :

pas faire barrage de les « laisser faire le sale boulot à leur place », c'est à chaque fois le collectif refoulé qui revient, par l'invocation de figures d'*interaction* ou de *coordination* qui s'ignorent. Tous ces arguments sont des solécismes au regard de ce qu'est vraiment la grammaire électorale. Car l'interaction n'a de sens que dans du collectif. Or, par construction, la grammaire de l'exercice électoral ne connaît que des individus séparés, et les mutile de tout contact *au moment le plus crucial* : celui de la *décision*. Il est donc absurde de se réferer à des coordinations collectives dans un exercice qui les interdit *par construction*.

Absurde mais inévitable. Car, pour être grammaticalement faux, ces arguments n'en disent pas moins quelque chose de vrai quant à la politique en son essence. Ils disent l'aspiration à du collectif qui, du fond de la séparation électorale instituée, continue de chercher ses voies — donc logiquement de tourner en rond et de se cogner la tête partout. Il suffit de voir dans quel état le premier tour nous a mis, pour ne rien dire du second.

Doit-on pour autant considérer que toute élection est vaine par principe, en tout cas du point de vue de la gauche ? Mais d'abord qu'est-ce que la gauche ? Si l'on définit la gauche comme *l'ensemble des forces qui contestent l'ordre social bourgeois*, sauf miracle la réponse est oui : vaine, l'élection. On comprend en effet, assez logiquement, que, dans la « démocratie » organisée par l'ordre bourgeois, l'arrivée au pouvoir de forces contestant l'ordre bourgeois soit comme un rêve. C'est pourquoi les annales, en tout cas européennes, comptent si peu d'expériences *de gauche* parvenues par les seules voies électorales. Car il est bien entendu que cette définition de la gauche interdit d'y compter ni Français Mitterrand, ni Lionel Jospin, ni Tony Blair, ni Gerhard Schröder, ni même Alexis Tsipras (Français Hollande : rires enregistrés). Pour la gauche, l'élection en démocratie bourgeoise est comme une fête foraine négative : « à tous les coups l'on perd ». Alors on revisite l'histoire : Léon Blum... — un miracle.

Mais les miracles disent aussi une vérité générale. Une élection redevient intéressante si elle crée une *situation*. C'est-à-dire une occasion qu'il revient à des forces concrètes, collectives, de saisir, pour en faire quelque chose — au-delà de l'élection même. Dans la situation « Blum », s'engouffrer la grève générale, et il se passe 1936. Dans la (non-)situation « Mitterrand », rien. Et nous voyons, par différence, ce

qui fait le « miracle électoral » : le relais par des forces non-électorales, précisément. Jean-Luc Mélenchon (Union Populaire / La France Insoumise), ça se tentait — mais averti de ce que la confrontation aux forces du capital était vouée à tourner à son (notre) désavantage (1) sans l'appui d'un mouvement « bousculant ». Le plus pernicieux, en tout cas, dans ce qu'il faut appeler *la croyance électorale* tient au fait, non seulement de ne pas apercevoir la mutilation politique en quoi consiste l'élection, mais de nous faire incorporer son habitus de la dépossession et de la passivité au point de considérer que l'action cesse après le second tour — alors qu'elle devrait y *commencer*.

À cet égard, on reconnaît infailliblement les « intellectuels » les plus incapables de penser la politique à leur adhésion passionnée à la croyance électorale. Dans un deuxième tour face à Marine Le Pen, ils demandent à Emmanuel Macron de « parler », pour « faire un geste social fort » (Thomas Piketty, *Le Monde*, 8 avril 2022), ou même juste donner « des preuves de respect » (Dominique Méda, *Libération*, 12 avril 2022). Et ça leur suffira. Nous parlons tout de même du personnage qui a déjà à son actif le « grand débat » et la « convention citoyenne pour le climat ». Que le psychotique soit parfaitement à son affaire s'il s'agit de donner des mots sans aucun contenu de réalité ni aucune valeur d'engagement, qu'il n'ait fait que ça pendant les cinq années passées, qu'il en donnera autant qu'on voudra pour les cinq années à venir, c'est ce que les croyants de la « démocratie électorale », littéralement en train de se rouler à ses pieds pour *qu'il leur raconte des histoires*, s'acharneront à ne pas voir — le propre de la croyance, c'est qu'elle neutralise tout effet d'apprentissage. Au grand bonheur du cynisme politique : on peut leur refaire le coup tous les cinq ans, ils n'ont pas avancé d'un iota. Les prolos abstentionnistes ont semble-t-il mieux compris que ces universitaires ce que vaut la verroterie des mots en pantomime électorale.

Lire aussi Serge Halimi, « Quand la gauche française triomphait des contraintes et bousculait les privilèges », *Le Monde diplomatique*, juillet 1997.

(1) Frédéric Lordon s'était déjà exprimé là-dessus dans : « Une expérience de pensée : soit un gouvernement de gauche... » et sa suite, dans *Vivre sans ?*, éditions La Fabrique, 2019 ; « Perspective 2 : Ils ne lâcheront rien », blog.mondediplo.net, 5 mai 2020, reproduit dans *Figures du communisme* (éditions La Fabrique, 2021).

d'accéder, *en actes*, à une généralité, celle que les directions syndicales repoussent à toute force de peur de se voir entraînées « sur le terrain politique », à savoir qu'en société capitaliste la politique n'a, en effet, pas de lieu plus central que le conflit de classes, disons même le conflit *contre le capital*. Et que les luttes sociales « de sites », *aussi bien que les initiatives des militants du climat*, n'en sont que les multiples expressions. À ce stade, l'extrême droite, en laquelle seuls de parfaits imbéciles peuvent voir une alliée « sociale » des classes populaires, a déjà bien décroché.

Mais il faut désormais compter avec une donnée nouvelle, et d'importance. Si, comme l'avait fait le comité Vérité et justice pour Adama Adama avec les « gilets jaunes », comme l'ont fait les banlieues en se mobilisant massivement pour Jean-Luc Mélenchon (Union Populaire / La France Insoumise), si les quartiers reviennent en force dans *la politique générale*, déboulent dans un éventuel mouvement, en épousent les revendications matérielles — ils les partagent *au premier chef* —, y apportent leur agenda politique propre — une visée de l'émancipation ne peut que l'adopter à son tour —, que restera-t-il cette fois à l'extrême droite dans un soulèvement qui prendrait ces caractères ?

Puisque la réponse est « plus rien, à coup sûr », nous savons selon quelles orientations, sinon clarifier une insurrection boueuse, du moins, si le cas se présente, tenir une ligne qui ne le soit pas. En tentant au surplus d'en faire la proposition la plus attractive.

Et comment on fait ça ? Certainement pas depuis les formations politiques institutionnelles. Encore moins hélas avec les directions syndicales. Davantage sans doute en reconstruisant sur le seul appui qui vaille — celui des bases, des maillages des quartiers et des conflits concrets — un front social, plus exactement un front indistinctement social et politique, par-là décidé à tenir ensemble ce qui n'aurait jamais dû être séparé. C'est-à-dire à faire de la politique *avec* les luttes sociales.

Lire aussi Frédéric Lordon, « Pour favoriser une entente des luttes », *Le Monde diplomatique*, mars 2021. (Extrait de *Figures du communisme*, éditions La Fabrique, 2021.)

Les constructeurs d'impasse

La situation de ce second tour, devenue répétitive en phase de crise organisationnelle, concentre alors au plus haut point les apories politiques de la procédure électorale, et jette les gens au tréfonds de l'impasse, du désarroi et de l'angoisse — avoir à éviter un mal en n'ayant d'alternative que de choisir un autre mal est une situation propre à rendre fou. On leur fera difficilement reproche de s'en tirer comme ils peuvent. Même la ligne stratégique, normalement sûre, qui chercherait l'option la moins mauvaise possible aux résistances et aux luttes, laisse des indications de moins en moins claires — dans une lecture à l'aveugle, à qui attribuer l'élément de programme annonçant « la privation de droits civiques pour ceux qui s'en prennent aux forces de l'ordre » ? (réponse : Emmanuel Macron).

Dans un article qui sue la complaisance, le matraquage et la peur, *Le Monde*, non content de nous ripoliner l'officine islamophobe du printemps républicain comme républicaine (au moment où *La Voix du Nord* nous apprend que certains de ses membres préparent *Le Pen* à son débat (2)), *Le Monde*, donc, sonde la « collaboration » des préfets en cas de victoire de l'extrême droite (3), et mesure les risques d'« une remise en cause par morceaux de l'Etat de droit ». Comme si, après les blanchiments systématiques de l'IGPN (officiellement : Inspection Générale de la Police Nationale; réalité : Impunité Générale de la Police Nationale), la nouvelle « norme » où les citoyens se trouvent de devoir exposer leur intégrité physique quand ils vont manifester, le traitement des migrants à Calais, et la loi « sécurité globale », l'« Etat de droit » n'était pas déjà sérieusement parti en « morceaux ». *Le Monde* raconte début mars la réception de François Sureau à l'Académie Française (4), mais a tout oublié à la mi-avril de ce que l'impétrant y disait de l'état des libertés publiques. *Le Monde*, qui a pour modèle et pour boussole *The Economist*, ne se souvient pas non plus que *The Economist*

(2) « Présidentielle 2022 : comment Marine Le Pen se prépare au débat avec l'aidé... d'élus LR [Les Républicains, ex-UMP] et LREM [La République En Marche] », *La Voix du Nord*, 14 avril 2022.
(3) Benoît Floc'h, « Les préfets face au risque Le Pen », *Le Monde*, 15 avril 2022.
(4) Solenn de Royer & Franck Johannès, « François Sureau à l'Académie française : "Ceux qui s'imaginent gouverner les autres sont à plaindre parce qu'ils ne gouvernent rien" », *Le Monde*, 5 mars 2022.

Ce sera tout de même cher payé si c'est pour reconduire à l'identique la croyance électorale, avec ses angles morts et ses faux espoirs, au surplus dans une élection dont la capacité à créer une « situation » est à l'évidence des plus faibles. Si les institutions sont là, si pour partie elles s'imposent à nous, qu'au moins elles n'empêchent plus d'apercevoir que l'essentiel de la politique se tient en dehors d'elles. Et puis de nous préparer à ce qu'elles s'approprient à nous laisser sur les bras.

Disons Macron. Macron réel, l'épisode insurrectionnel est voué à se produire. Il aura lieu. Mais il aura lieu sous la forme d'une insurrection boueuse : avec du fasciste dans la rue. La question la plus urgente pour dès « après » est de savoir comment on fait pour clarifier une insurrection boueuse. Comment on fait pour la ramener à gauche — étant entendu qu'il faudra sans doute prendre le risque de s'y mêler pour ne pas abandonner le terrain ?

Il n'y a pas 36 manières de ramener à gauche une insurrection mlangée. Il y a au premier chef de l'ancre dans les luttes sociales, dans les luttes salariales. Une insurrection tombe à coup sûr à gauche quand on en reformule les enjeux dans les coordonnées du conflit majeur, celui qui n'a jamais été aussi aigu et, paradoxalement, n'a jamais été aussi recouvert — au point que les « gilets jaunes », pour si admirable qu'ait été leur mouvement, n'en ont pas complètement trouvé les voies. Ce conflit majeur, c'est le conflit capital/travail, le conflit de classes, à potentialité révolutionnaire... par-là déserte des organisations institutionnelles.

Le retour de l'inflation a au moins pour effet collatéral de remettre au centre du débat la question du pouvoir d'achat, donc du salaire, donc de la manière dont il se partage dans la valeur ajoutée, de ce que certains patrons en gardent, et de ce qu'il s'agit de rétablir quelques repères de l'*obscénité* (9). La misère matérielle et la souffrance morale ont deux causes : la situation salariale, l'appui des politiques néolibérales à la situation salariale. Qu'une insurrection éclate, et il faudra la convaincre de s'orienter d'après ces deux causes.

Non pas sous la gouverne d'une idée abstraite, mais d'après le rassemblement des luttes concrètes qui, entre conflits salariaux et fermes, ne manqueraient pas. Et dont la mise ensemble aurait pour vertu

(9) Eric Bézat, « Carlos Tavares, directeur général de Stellantis : sa rémunération estimée à 66 millions d'euros choque », *Le Monde*, 13 avril 2022.

a classé la France de Macron dans la catégorie des « *démocraties dé-faillantes* » (5). On demande : depuis quand et depuis qui, au juste, « les morceaux » ?

Tentant de nous convaincre (ça n'est pas trop difficile) que le programme de Le Pen est « *fondamentalement d'extrême droite* » (6), *Le Monde* ne voit pas combien souvent, pour chaque ligne examinée, on pourrait mettre en face une saloperie déjà commise par le gouvernement Macron. Ni combien souvent, également, les associations et les ligues ont averti de ce que donneraient ces dispositions si elles venaient à « tomber dans de mauvaises mains ». Et voilà les mauvaises mains.

Si le journalisme de majesté avait deux sous de dignité, s'il avait surtout quelque éthique du vote *éclairé*, il n'escamoterait rien, rappellerait *tout*. Alors, lui qui jouit tant de sa fonction magistrale, il pourrait se donner le bonheur d'interpeller, magistralement, et pour une fois à bon compte. Il faut bien le dire, tout ce que le pays compte de précepteurs barragistes, escamoteurs par peur ou par « pédagogie », donne furieusement envie de leur désobéir, et depuis assez longtemps déjà. Eux aussi auront à répondre en cas de désastre. Voilà donc, comme si ça n'était pas déjà suffisamment odieux, au milieu de quoi il faut faire faire leur chemin à des décisions impossibles.

Car nous savons aussi ce qu'il y a en face : la ruine (anti-)constitutionnelle du principe fondamental d'égalité, un État policier et raciste *parachevé*, la BAC (Brigade Anti-Criminalité) en liberté dans les quartiers, et des milices fascistes jouissant d'une bénédiction encore plus étendue que celle du préfet Didier Lallement. C'est-à-dire un appareil de force déjà fascisé jusqu'au trognon aux mains d'un pouvoir cette fois-ci authentiquement fasciste — au milieu de la désorientation, il reste quand même quelques points de repère fiables. Il y a des groupes à qui on n'ira pas faire la leçon abstentionniste : ils sont en première ligne et ils le savent — mais, symétriquement, qui oserait

Lire aussi « Feu sur les libertés », *Manière de voir* (*Le Monde diplomatique*), n° 182, avril-mai 2022.

aller faire la leçon barragiste à Jérôme Rodrigues ? Le macronisme, lui y a laissé un œil, d'autres une main (7). Il vaut mieux abandonner les « leçons ». . . On conçoit qu'il y ait de grandes peurs. Elles sont terriblement bien-fondées. On conçoit aussi que faire obstacle aux effets en reconduisant éternellement les causes apparaisse comme une absurdité insoutenable à force de répétition. À la fin des fins en tout cas on ne compterait comme responsables d'une victoire de Le Pen que les électeurs de Le Pen. Et Macron, évidemment. Macron surtout. Enfin tous ceux qui ont si bien construit l'impasse.

Et maintenant ?

D'une manière ou d'une autre, le 25 avril viendra. L'élection de 2022 n'aura pas été totalement vaine si elle nous permet au moins de nous désincarcérer de la croyance électorale. On est moins sujet à la déception ou à la souffrance quand on a nourri moins d'illusions — et plus en état de rediriger ses investissements *ailleurs*.

Sans doute les institutions de la démocratie bourgeoise sont là, et nous devons faire avec, le cas échéant en prenant part à leur jeu. Pour certains, rien n'est plus urgent que de se précipiter dans les législatives après les présidentielles. Quand on appartient à des formations politiques qui, ne vivant que par les débouchés institutionnels, ont partie liée avec les institutions, la chose se comprend. On peut difficilement demander à des forces de débîner le jeu en vue duquel elles se sont constituées. Mais le propre des institutions, c'est de nous rendre captifs même quand on n'y aspire pas. Au reste, nous savons aussi que de temps en temps il peut en sortir un petit quelque chose : un rapport sénatorial McKinsey (8), un patron un peu rudoyé en commission (plus rare), l'apparition soudaine des auxiliaires de vie sociale par l'obstination d'un député heureusement excentrique. On dira que des gains résiduels valent mieux que pas de gain du tout, une grosse opposition parlementaire davantage qu'une petite — oui, d'accord.

(7) Lire Sophie Divry, « Les mutilés contre-attaquent », dans *Manière de voir* (*Le Monde diplomatique*), « Le peuple des ronds-points — “Gilets jaunes” et autres soulèvements », décembre 2019 (n° 168).

(8) Lire Frédéric Lordon, « Leur société et la nôtre — La Firme des animaux », blog.mondediplo.net, 1^{er} avril 2022.

(5) “A new low for global democracy”, *The Economist*, 9 février 2022.

(6) Ivonne Trippenbach & Franck Johannès, « Marine Le Pen : un programme fondamentalement d'extrême droite derrière une image adoucie », *Le Monde*, 31 mars 2022.